

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR
DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

SECRETARIAT EXECUTIF

**PROGRAMME D'ACTION SOUS REGIONAL
DE LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION
EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU TCHAD :**

**PRESENTATION ET ETAT DE SA MISE EN ŒUVRE
A NOS JOURS**

SIGLES

CCD	:	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification.
PAN	:	Programme d'Action National de lutte contre la Désertification.
PASR	:	Programme d'Action Sous-Régional de lutte contre la Désertification.
LCD	:	Lutte Contre la Désertification.
CSRC	:	Comité Sous-Régional de Coordination.
NEPAD	:	Nouveau Partenariat de l'Afrique pour le Développement.
UMA	:	Union du Maghreb Arabe.

I. ORIGINE ET DEFINITION DU PASR

La CCD dispose à son article 11 que «les pays touchés Parties se consultent et coopèrent pour élaborer, selon qu'il convient, conformément aux annexes pertinentes concernant la mise en oeuvre au niveau régional, des programmes d'action sous-régionaux ou régionaux en vue d'harmoniser, de compléter et de rendre plus efficaces les programmes d'action nationaux (PAN)».

PRESENTATION GENERALE DE LA SOUS-RÉGION

▪ Nombre de pays	:	17
▪ Superficie	:	6 200 000 Km ²
▪ Pluviométrie	:	- de 200 mm à + de 3000 mm
▪ Population	:	204,4 millions en 1993 250,8 millions en 2000
▪ Taux de croissance	:	3 %
▪ Taux d'urbanisation	:	32,5 % en 1990 58,0 % en 2025
▪ Nombre d'organisations intergouvernementales	:	≥ 20

Le PASR est un cadre d'orientation, de référence, d'arbitrage et de mise en cohérence des actions de LCD et de l'atténuation des effets de la sécheresse.

Il ne constitue pas une juxtaposition de projets mais Il ambitionne d'accroître la compatibilité et la synergie des actions de l'ensemble des acteurs de la lutte contre la désertification, afin de consolider les bases de développement durable de la région.

II. ENJEUX DU PASR

Les enjeux du PASR s'sont de :

- Mettre fin à l'aggravation de la pauvreté par la sauvegarde du potentiel productif ;
- Prévenir et résoudre les conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles ;
- Eloigner les risques actuels de dépendance alimentaire ;
- Harmoniser, compléter et rendre plus efficaces les programmes d'action nationaux.

III. SECTEURS DE COOPERATION INSCRITS AU PROGRAMME

Suite aux conclusions des rencontres des différents acteurs de la sous-région, sous-tendues par des études dans tous les pays, trois axes et huit domaines d'intervention ont été définis pour le PASR :

A. Gestion durable des ressources naturelles partagées et/ou transfrontalières.	1. Gestion durable des ressources hydraulique partagées.
	2. Gestion durable des ressources végétales et animales partagées et/ou transfrontalières
	3. Gestion durable des ressources énergétiques.
B. Maîtrise durable des contraintes et aléas en matières de GRN	4. Lutte contre les ennemis des cultures et des essences forestières.
	5. Alerte précoce et atténuation des effets de la sécheresse.
C. Mesures d'appui aux mesures d'accompagnement pour une bonne gestion des ressources naturelles.	6. Coopération scientifique et technique.
	7. Information, formation, communication.
	8. Développement des échanges commerciaux intra régionaux des produits locaux.

IV. LES MECANISMES DE FONCTIONNEMENT DES ORGANES DU PASR

Afin de conduire à bien le processus de mise en œuvre du programme, les mécanismes suivants ont pu être mis en place :

- La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement ;
- Le Forum des Acteurs de la Sous Région ;
- Le Comité Sous Régional de Coordination (CSRC) ;
- Le Secrétariat Technique du CSRC ;
- Les Groupes Thématiques.

V. MESURES PRISES PAR LES DIFFERENTS PARTENAIRES SOUS-REGIONAUX POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PASR

Parmi ces mesures, on peut citer :

- L'adoption du PASR en 1999 par les Chefs d'Etats de la sous-région ;
- Des concertations entre les membres de sept des huit groupes thématiques mis en place autour des huit domaines d'intervention prioritaires sus mentionnés ;
- Proposition de fiches techniques de projets dans le cadre du NEPAD ;
- Lancement d'une étude sur la stratégie de mobilisation de ressources pour le financement du PASR (CCD, UEMOA, CILSS) ;

- Exécution de projets transfrontaliers dans le cadre d'une initiative CILSS-UMA.

VI. LES ACCORDS DE PARTENARIAT

La sous-région, sous l'égide des deux centres de liaison que sont le CILSS et la CEDEAO, ont pris des contacts avec divers partenaires pour mieux les impliquer dans la mise en œuvre de la CCD aux niveaux sous-régional et national. Des accords de partenariat ont pu être signés avec :

- Le secrétariat de la CCD.
- Le mécanisme mondial.
- La coopération française.
- Union Européenne dans le domaine de l'énergie.
- Coopération Allemande.
- Coopération Canadienne.
- Coopération Américaine.

Résultats obtenus avec les accords de partenariat

Avec le Secrétariat de la CCD :

- Les projets pilotes transfrontaliers qui sont entrés dans une phase active avec l'exécution des projets suivants :
 - Le « **Béli** au niveau du Burkina» clôturé en décembre 2002 ;
 - « **L'Azaouak** » financement mis à la disposition des pays (Mali-Niger) ;
 - « **Mali-Mauritanie-Sénégal** » financement en cours de transfert vers les différents pays respectifs ;
 - « **Burkina-Togo-Ghana** ».
- Etude sur la stratégie de mobilisation de ressources financières pour le financement des actions du Programme d'action Sous-Régionale de Lutte Contre la Désertification en Afrique de l'Ouest ;
- Tenue d'un atelier sur PASR/NEPAD.

Avec le Mécanisme Mondial

- Tenue d'un atelier de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de la CCD en Afrique de l'ouest ;
- Négociation pour la mise en place d'un fonds de facilitation ;

Avec la Coopération Française

- Lancement d'une initiative pour appuyer les petits porteurs de projets de LCD : 3.000.000 Euros.

Avec les Coopérations Allemande, Canadienne et Américaine

- Appui à la sensibilisation des différents acteurs politiques et techniques dans la sous-région ;
- Appui aux groupes thématiques pour l'élaboration de leur document cadre ;

- Appui institutionnel.

REALISATION DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PASR ET DE LA CCD AU BURKINA FASO

Pour le PASR

- Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre du projet « Béli » ;
- Appui à l'élaboration du projet transfrontalier le Gourma.
- Appui à la réalisation d'études sur la synergie des trois conventions de Rio.

Pour le PAN/LCD

- Appui à la formation des acteurs sur la campagne de sensibilisation ;
- Mise à la disposition des outils de sensibilisation ;
- Appui à l'élaboration des études thématiques ;
- Appui à la réalisation de l'étude sur la prise en compte de la CCD dans le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté ;
- Appui technique à l'élaboration du PAN ;
- Appui technique et financier à l'élaboration des outils de suivi évaluation sur la CCD.

Le Burkina Faso est le premier pays à bénéficier des financements pour la mise en œuvre du PASR avec le projet pilote le « Béli » dans le Sahel et la formulation du projet le Gourma dont on est à la recherche de financement.